FRC 3-22414.1.

Case
FRC
22169

DISCOURS

SUR

LES MEILLEURS MOYENS

DE FAIRE NAÎTRE ET D'ENCOURAGER

LE PATRIOTISME

DANS UNE MONARCHIE;

Qui a remporté le prix dans l'académie de Châlons-sur-Marne, le 25 août 1787.

PAR M. MATHON DE LA COUR,

Des académies de Lyon et de Villefranche, de la société royale d'agriculture de Lyon, etc.

Montrez-moi mon vainqueur, et je cours l'embrasser.
DE CHAMFORT.

A PARIS,

Chez { CUCHET, libraire, rue et hôtel Serpente.
GATTEY, libraire, aux galeries du Palais Royal, n° 14.

M. DCC. LXXXVIII.

THE NEWBERRY
LIBRARY

AVERTISSEMENT.

L'AUTEUR de ce discours, engagé à concourir par la beauté et l'importance du sujet, étoit loin de se flatter qu'il obtiendroit le prix, et la devise qu'il avoit choisie l'indique assez. Attaché sincèrement à la constitution de son pays, il n'a cherché à plaire qu'aux bons esprits, et n'a point cru devoir, aux dépens de la vérité, faire parade d'une fausse énergie. Il n'a point dit que pour exciter le patriotisme, il falloit que les monarchies devinssent des républiques, parce qu'il ne le pense pas, que ce seroit dire une absur-

dité, et intervertir la question proposée par l'académie. Il n'a point la présomption de croire que, dans un sujet aussi vaste, il ait tout dit, tout épuisé ; il n'a pu que présenter des vues générales sur une mine riche et féconde, et indiquer les principales routes à prendre pour la mettre en valeur. C'est en suivant ces premières routes, qu'on peut, avec le temps, en découvrir toute l'étendue, et se mettre à portée d'en appercevoir de nouvelles.

Les peintres sont quelquefois fort embarrassés lorsqu'ils veulent saisir des physionomies si mobiles, qu'elles changent à chaque instant.

L'auteur s'est trouvé, pendant la durée du concours, dans un embarras assez semblable. Si la question en elle-même n'a pas changé de face, la convocation des notables et l'établissement des assemblées provinciales ont permis de l'envisager sous de nouveaux rapports. Depuis l'envoi du discours, les circonstances ont paru changer encore : mais l'auteur n'hésite pas à regarder ces assemblées comme le moyen le plus efficace de ranimer le patriotisme. C'est avec la conviction la plus intime et la confiance la plus ferme, qu'il osera, dans ce moment, prédire à ses compatriotes, que malgré tous

les efforts de la jalousie, les petitesses de l'amour-propre, les menées sourdes de l'intérêt, ces assemblées ne tarderont pas à régénérer la nation, à former de vrais citoyens, à les réunir tous dans un même esprit en les attachant à la chose commune, et à faire pour ainsi dire éclore à la fois le patriotisme et les grands talens, en leur offrant de dignes occasions de s'exercer.

DISCOURS

Sur les meilleurs moyens de faire naître et d'encourager le Patriotisme dans une Monarchie, sans gêner ou affoiblir en rien l'étendue de pouvoir et d'exécution qui est propre à ce genre de gouvernement.

Les premières instructions que nous recevons dans notre enfance, nous inspirent pour les vertus des républiques anciennes une admiration qui va quelquefois jusqu'à l'enthousiasme ; des préventions qu'on pourroit appeler *anti-nationales* confirment trop souvent, dans cette disposition générale des esprits, ceux même qui semblent faits pour diriger les opinions publiques. Ce seroit un grand service à rendre aux nations, que de leur apprendre à peser dans une balance impartiale les inconvéniens et les avantages des divers gouvernemens, à s'estimer ce

qu'elles valent, à apprécier leurs ressources, et à jouir enfin du bonheur qui leur est propre. C'est dans cette vue, sans doute, qu'une société de savans et de sages a proposé, sur l'invitation d'un citoyen généreux, le sujet de prix dont je vais m'occuper. Ce choix étoit digne d'elle, et du soin qu'elle a eu, depuis son institution, de ne proposer que des sujets utiles à l'humanité. Puisse l'essai que j'ose offrir à l'académie, tout indigne qu'il est de ses couronnes, être reçu par elle du moins comme un gage de la vive reconnoissance que lui doivent les ames sensibles et les bons citoyens !

Pour asseoir mes raisonnemens sur une base plus sûre, je commencerai par examiner quels sont dans le cœur humain les sentimens qui disposent au patriotisme, ou qui constituent son essence. J'observerai sa nature et ses divers effets dans les républiques et dans les monarchies, dans les grands et les petits états, chez les nations anciennes ou modernes. Après cette sorte d'introduction, qui me paroît indispensable, j'indiquerai les moyens de faire naître et d'encourager le patriotisme dans les monarchies. Plus empressé de dévoiler des

vérités importantes, que de songer aux formes de ce discours, je ne m'assujettirai à aucun autre ordre qu'à celui que le sujet même semble présenter. Les questions qui tiennent, comme celle-ci, au bonheur public et au sort des nations, sont assez graves et assez intéressantes par elles-mêmes, pour qu'on puisse permettre à l'écrivain d'aller droit à son but, sans s'inquiéter de l'irrégularité apparente de ses divisions et de sa marche.

PREMIÈRE PARTIE.

L'Être suprême qui créa l'homme, imprima dans son ame ardente et sensible deux premiers sentimens, pour faire la règle de sa vie, et préparer l'existence des sociétés : l'*amour de soi*, et l'*amour d'autrui*. C'est du mélange de ces deux sentimens, qui se développent, s'altèrent ou se modifient, se croisent ou se réunissent, se contrarient ou se confondent, que naissent tous les caractères, toutes les passions, tous les vices, toutes les vertus. Selon que

l'un ou l'autre prédomine, on voit paroître sur la scène de l'univers des égoïstes froids et durs, ou ces ames sensibles et aimantes, toujours prêtes à s'oublier elles-mêmes, et à se sacrifier pour l'objet aimé. L'un est malheureusement bien plus rare que l'autre. L'amour de soi s'annonce dès le berceau ; il ne nous quitte jamais, et ne meurt qu'avec nous. L'amour d'autrui, ce sentiment vertueux et sublime qui étend nos affections, nous porte à chérir nos semblables, et nous fait exister dans les objets aimés, est sans doute l'un des plus nobles présens que la divinité ait faits à l'homme : mais il ne se manifeste avec éclat que dans des ames privilégiées. On a vu, à la honte de l'espèce humaine, des siècles assez corrompus pour que des philosophes même, observant l'homme dans les cours ou dans les capitales, ne reconnussent d'autre principe de ses sentimens et de ses actions, que l'intérêt personnel.

Ce n'est point ici le lieu de combattre cette erreur, et de faire l'apologie du cœur humain. Peut-être un jour, observant avec soin sa nature, et empruntant le flambeau et les armes de la vraie philosophie, pour-

rai-je m'acquitter de cet honorable emploi. Je sais par combien de sophismes affligeans on a cherché à accréditer un faux système : mais si l'immortel Newton a découvert la grande loi de la nature dans l'attraction des corps, je démontrerai qu'il existe aussi une attraction des ames ; que si cette douce et tendre bienveillance, dont l'attrait contribua à former les sociétés et sert à en maintenir l'harmonie, s'unit souvent à un sentiment d'intérêt personnel, elle en est quelquefois absolument indépendante ; je prouverai que l'estime et l'admiration qu'inspirent à tous les hommes certains traits de générosité ou d'héroïsme, naissent de ce sentiment même qui les a produits. Je prouverai qu'il existe des vertus ; qu'on peut croire encore à l'amour, à l'amitié, et qu'il n'est pas impossible de leur devoir le charme et la consolation de sa vie (*).

Mais sans entrer ici dans aucune discussion sur la nature et l'origine de l'amour propre et de la bienveillance qui nous lie

(*) L'auteur ne fait qu'indiquer ici un essai dans lequel il croit avoir combattu avec quelque avantage le système affligeant, dangereux et destructeur du livre de l'Esprit.

à nos semblables, il suffit que ces deux sentimens existent, pour en examiner et distinguer les effets et les degrés.

Dans les ames foibles et étroites, tout se rapporte presque à l'amour-propre ; pour elles cet amour est l'unique mobile, le centre de tout ; dans le bien de la patrie ou de l'humanité, elles ne sauroient voir que leur propre avantage ; à leurs yeux le désintéressement n'est qu'une vertu romanesque ; le dévouement des héros, une folie ; les sacrifices de l'amour et de l'amitié ne sont qu'une vaine illusion, ou une adresse perfide et intéressée.

Un degré de ressort et d'énergie de plus dans l'ame suffit pour rendre la bienveillance plus active, et pour produire les bons parens, les vrais amis, les amans sincères, les hommes attachés à leur patrie : mais dans les ames vraiment grandes et fortes, ce sentiment de bienveillance débordant pour ainsi dire et les élevant au-dessus de ce qui les entoure, franchit les bornes des affections communes, et c'est ce qui constitue les vrais patriotes et les bienfaiteurs de l'humanité.

Le patriotisme doit être distingué de l'a-

mour de la patrie. Les rapports de ces deux sentimens les ont souvent fait confondre, mais il ne suffit pas d'aimer sa patrie pour être un patriote. L'amour de la patrie est ce penchant naturel et général qui attache tous les hommes au sol qui les a vu naître. Il est fondé à la fois sur l'amour de nos propriétés, de notre bonheur, de notre fortune, de tout ce qui compose notre existence, des lieux où ont vécu nos ancêtres, nos amis, et qui nous rappellent les doux souvenirs de notre enfance et de notre jeunesse; il est fondé sur nos liaisons de parenté, d'amitié ou d'alliance, sur le plaisir de vivre entourés de ceux qui nous ont toujours connus, de ceux qui nous estiment, de revoir les personnes qui nous ont fait du bien, celles de qui nous pouvons en attendre, et sur-tout celles à qui nous avons eu le bonheur d'en faire. Tous ces intérêts, tous ces penchans, toutes ces habitudes si puissantes se réunissent pour nous attacher aux lieux où nous sommes nés; ainsi l'on ne doit pas s'étonner si l'amour de la patrie est un sentiment commun à tous les hommes, sans en excepter les

peuples les plus grossiers, ni les climats les plus sauvages.

Le patriotisme, plus rare parce qu'il est désintéressé, est un desir ardent de servir nos compatriotes, de contribuer à leur bien-être, et d'assurer leur repos et leur bonheur. Ce desir tient à l'amour de la patrie, mais il en est en quelque sorte le complément, ou plutôt c'est l'amour de la patrie pour elle-même, comme l'éprouvent les ames nobles et pures ; et tandis que les égoïstes les plus vils n'aiment leur patrie que pour leur intérêt, les vrais patriotes sont toujours prêts à sacrifier pour elle et leurs intérêts les plus chers, et jusqu'à leur vie.

L'amour de la patrie est donc un penchant naturel, et le patriotisme une vertu : vertu souvent célébrée, et bien digne de l'être, puisqu'elle n'est l'apanage que des grandes ames, et que par sa nature et son objet, elle embrasse le sort d'une ville ou d'une nation entière.

Les autres sentimens de bienveillance ont obtenu en général une estime moins distinguée, parce qu'ils sont moins rares et qu'on peut difficilement connoître à quel point

ils sont désintéressés. Tout est réciproque, pour l'ordinaire, dans les liaisons de parenté, dans l'amour, dans l'amitié. Si l'on aime, on est aimé ; si l'on sert, on est servi à son tour. Mais la récompense de ce qu'on fait pour la patrie est plus éloignée ; elle est souvent douteuse ; elle existe plus dans l'estime générale : prix bien doux pour les ames dignes d'y aspirer, mais qui n'a guère d'attrait et de valeur que pour elles.

Ce qui achève de mériter au patriotisme plus de part à notre estime, c'est qu'il tient à toutes les vertus sociales, et qu'il en est, pour ainsi dire, la mesure et le garant. Un de nos plus profonds et de nos plus sages moralistes (*) l'a remarqué : *Qui ne sait être ni mari, ni père, ni ami, ni voisin, ne saura pas être citoyen.* Les vertus domestiques sont la source et la base des vertus publiques, et les vertus publiques, indiquant le plus haut degré de bienveillance et de philantropie, font bien augurer de toutes les autres vertus.

Si l'on compare maintenant les républiques et les monarchies, on ne peut se dissi-

(*) L'abbé de Mably.

muler que l'amour de la patrie n'ait un degré d'intérêt de plus dans les républiques. Je ne parle point ici de la liberté, je sais que *la liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent* (*); et quand on a cherché à s'instruire par des voyages, quand on a sérieusement étudié l'histoire et les hommes, on ne tarde pas à reconnoître qu'il y a autant ou plus de véritable liberté dans les monarchies bien ordonnées que dans aucune république.

Mais ce qui doit attacher plus particuliérement les républicains à leur patrie, c'est la part que le peuple a au pouvoir : droit acheté quelquefois bien cher par les agitations convulsives de l'état, mais auquel l'amour propre attache toujours trop d'importance, parce que l'homme est naturellement foible et vain.

Les mêmes raisons ont contribué à donner aussi, dans les républiques, plus de force et d'éclat au patriotisme: j'observerai cepen-

(*) Montesquieu, liv. 11, chap. 3. Par les lois, on doit entendre ici des lois sages, de bonnes lois ; car il est hors de doute que des lois cruelles et absurdes pourroient détruire jusque dans son principe toute espèce de liberté.

dant

dant que ce sentiment y a été souvent feint ou exagéré. Dans tous les temps la plupart des hommes ont desiré d'obtenir des récompenses ; par-tout ils ont ambitionné de parvenir aux honneurs. Sous un souverain, leur fortune dépend du prince : dans les républiques, elle dépend du peuple. Le même intérêt qui inspire aux courtisans d'exagérer leur dévouement aux volontés du prince, a dû porter les citoyens ambitieux des républiques, à vanter leur patriotisme, pour en tirer avantage. Il ne faut pas se dissimuler que cette émulation vraie ou supposée tourne au profit du peuple ; quelquefois même, à force d'affecter l'extérieur des vertus, on en prend par degrés le caractère : mais si l'on fait attention aux troubles continuels excités dans les républiques anciennes et modernes, uniquement par l'intérêt particulier, si l'on observe combien les patriotes les plus vantés y sont aisément découragés ou séduits, si, après avoir admiré les républiques dans les jours de leur gloire, on vient à considérer leur affoiblissement et leur prompte décadence, on sera bientôt forcé d'en conclure que si le patriotisme est plus rare et sur-tout moins célébré dans

les monarchies, il y est aussi plus désintéressé, et peut-être plus vrai.

A cet égard, aucune monarchie ne pourroit, avec plus d'avantage que la nôtre, le disputer aux républiques. Presque toutes les pages de notre histoire présentent des traits, non seulement du courage le plus sublime, mais du patriotisme le plus généreux. L'antiquité a peu de héros à opposer à nos Bayard, nos Crillon, nos Turenne. Plusieurs réponses de nos soldats et de nos grenadiers valent celles des Spartiates ; elles nous arrachent les mêmes larmes d'admiration, et le dévouement de d'Assas est plus sublime et plus digne d'éloges que celui de Curtius.

L'étendue des états doit influer aussi, non seulement sur l'amour de la patrie, mais sur le patriotisme. Lorsque les limites de l'état sont plus resserrées, il est d'autant plus pressant de les défendre ; chaque citoyen a plus d'influence sur la chose publique ; connu plus aisément de tous ses compatriotes, il jouit mieux de leur estime, et s'accoutume à y attacher plus de prix; l'inégalité des fortunes est moins excessive : il en résulte une sorte d'équilibre et de confraternité, qui disposent les cœurs à

s'aimer. Tous ces motifs ajoutent à l'amour de la patrie, et inspirent un désir plus vif de la servir.

C'est sur-tout lorsqu'il n'y a dans l'état qu'une seule grande ville, que l'amour de la patrie acquiert, par toutes ces raisons, la plus grande activité. Dans la Grèce, toutes les cités formoient autrefois autant de républiques, et l'on ne doit pas douter que cette cause n'ait beaucoup contribué à y faire naître tant de héros. L'amour de la patrie peut sans doute embrasser une nation entière, mais il se repose toujours avec plus de complaisance sur la ville où l'on est né. C'est là proprement ce qu'on appelle *patrie*; c'est du nom de *cité* qu'est venu celui de *citoyen*. Nous avons emprunté d'une nation voisine celui de *patriote*, mais il est plus aisé de créer des termes, que de faire naître des sentimens. L'esprit et le cœur de l'homme ont leurs bornes, et quand on veut les franchir, il est bien à craindre qu'on ne perde en énergie, ce qu'on acquiert en étendue.

Si ces réflexions nous portoient à regretter, avec J. J. Rousseau, le temps où la terre étoit divisée en une infinité de petits

états, qui n'étoient en quelque sorte que de grandes familles, une autre pensée pourroit nous consoler : il est vrai que l'amour de la patrie est plus fort dans les états qui ont moins d'étendue, mais cet avantage est acheté par de grands inconvéniens ; il est rare que ces états puissent se garantir de l'esprit de conquête, et éviter d'entrer en guerre avec les états voisins. Il faut alors presque nécessairement qu'ils s'agrandissent ou qu'ils succombent : une position si peu durable ne mérite guère d'être enviée.

D'autres raisons encore contribuèrent chez les nations anciennes à donner plus de force à l'amour de la patrie : l'homme, plus près de la nature, avoit alors moins de passions, moins de goûts factices ; distrait par moins de jouissances, il se livroit avec plus de vivacité au petit nombre de celles qui se trouvoient à sa portée. L'art de la navigation étoit dans l'enfance, le commerce foible et borné ; les difficultés que présentoient les voyages les rendoient nécessairement plus rares ; les nations, presque toujours en guerre, avoient peu de correspondance entre elles, et vivoient dans une défiance et une antipathie réciproques ;

les prisonniers faits à la guerre étoient réduits à un dur et pénible esclavage. La patrie étoit alors, pour chaque citoyen, le seul lieu où il lui fût permis d'exister, le seul où il pût espérer de vivre ; l'exil étoit un supplice presque égal à la mort. Le citoyen tenoit donc à sa patrie par besoin, comme un enfant s'attache aux vêtemens de sa mère et n'ose s'en éloigner d'un pas, averti par un secret instinct qu'il ne peut se passer de son secours, et qu'il seroit exposé à mille dangers, s'il venoit à être séparé d'elle.

Les progrès de la civilisation, des arts et du commerce, la découverte de la boussole qui a inspiré une nouvelle audace aux navigateurs, l'invention de l'imprimerie qui a établi une correspondance entre les esprits d'une extrémité de l'univers à l'autre, la découverte du nouveau monde et les facilités sans nombre offertes de toutes parts aux voyageurs, ont, depuis plusieurs siècles, agité et, en quelque sorte, mêlé ensemble les nations. La fureur absurde et barbare de la guerre s'est un peu calmée, et ses prétendues lois se sont adoucies ; une religion divine a appris aux hommes qu'ils étoient

les enfans du même père, et que leur premier devoir étoit de s'aimer; elle a été secondée à cet égard par la philosophie; les haines nationales se sont affoiblies, et, par les mêmes raisons, l'amour de la patrie a nécessairement perdu de sa force. La patrie est encore le lieu où l'on préfère de vivre, mais elle n'est plus le seul point de l'univers où il soit possible d'exister.

Sous tous ces points de vue, l'amour de la patrie est devenu plus rare; le patriotisme même a dû s'affoiblir; la face de la terre a changé; l'univers a vieilli. Plusieurs de ces révolutions sont d'autant plus effrayantes, que le mal ne feroit qu'empirer, si la prévoyance des gouvernemens ne cherchoit à amener un meilleur ordre de choses: mais c'est assez parler de nos pertes; puisque le feu sacré du patriotisme vit encore dans quelques ames, cherchons à le ranimer et à l'étendre. Je n'ai déchiré le voile, je n'ai voulu sonder la plaie, que pour découvrir mieux les remèdes. Je vais donc ne m'occuper que de ces remèdes consolans, et je les indiquerai avec la franchise et le courage que le seul nom de patrie doit inspirer à tout citoyen.

SECONDE PARTIE.

Disposer les ames et régler les mœurs de la manière la plus favorable au patriotisme ; écarter avec soin toutes les entraves, tous les obstacles qui pourroient lui nuire ; employer les moyens les plus efficaces pour le faire fleurir : tels sont les principaux objets qu'il me reste maintenant à développer, et qui me paroissent conduire plus surement au but proposé par l'académie.

Pour aimer vraiment sa patrie, il faut y être content de son sort, et rien ne dispose mieux à la bienfaisance et à desirer le bonheur de ce qui nous entoure, que d'être soi-même heureux. Le bonheur des peuples, qui devroit être le premier but de toute administration, peut donc être regardé comme l'une des bases sans lesquelles il ne sauroit y avoir de patriotisme.

Je n'entreprendrai pas d'offrir ici un traité complet d'administration, et ne me flatterai point de pouvoir retracer en peu de lignes, tout ce que les gouvernemens devroient

faire pour le bonheur des peuples : mais ne seroit-il pas permis de demander qu'ils parussent s'en occuper davantage ? Lorsque les meilleurs des princes n'ont que de bonnes intentions, ne pourroit-on pas desirer qu'elles fussent mieux suivies ? L'histoire des gouvernemens nous parle sans cesse d'autorité, de peines, de prohibitions, de menaces. Est-ce donc là tout ce qu'un père doit à ses enfans, un souverain à son peuple ? Le grand art, l'art si difficile de régner se réduiroit-il à savoir lever des impôts, et récompenser quelques favoris ? Dans l'état actuel de l'Europe, les forces militaires des états, absorbent une grande partie des revenus publics : mais lorsque les nations sont en paix, ne pourroit-on pas s'occuper plus essentiellement de l'administration intérieure ? Il en coûteroit si peu pour ranimer l'agriculture, pour éteindre à jamais la mendicité, pour faire fleurir le commerce et les arts ! Les souverains peuvent-ils méconnoître, pourroient-ils oublier ce que Stanislas fit en Lorraine avec de si foibles moyens, ce que Frédéric, le doyen des rois de l'Europe et l'un de ses plus grands capitaines, avoit su faire dans ses états en

faveur de la population et de l'agriculture? Qu'il me soit permis d'insister sur ce dernier objet : l'agriculture, cette source intarissable de richesses réelles et toujours honorables, de jouissances délicieuses et toujours pures, a de plus cet avantage qui lui est propre : elle attache le cultivateur et le propriétaire au sol qu'ils ont fécondé, fixe et détermine leur résidence, et lie essentiellement leurs intérêts à ceux de la patrie.

Chez combien de nations ne remarque-t-on pas avec douleur de bonnes lois qu'on laisse tomber en désuétude, des lois absurdes qui pèsent encore sur les peuples, de vieux abus faciles à détruire, et qui ne demanderoient qu'un moment d'attention de la part du législateur? Il est des maux sans remède : souverains, montrez-nous qu'ils vous affligent, et le peuple sera consolé. Aimez-le, occupez-vous de son sort, et vous le verrez bénir jusqu'à vos intentions, et y répondre par les acclamations de la joie et de l'amour.

Mais n'espérez pas qu'il puisse être heureux, ni qu'il y ait jamais de vrai patriotisme sans de bonnes mœurs. *L'amour de la patrie*, dit Montesquieu, *conduit à la*

bonté des mœurs, et la bonté des mœurs mène à l'amour de la patrie. Moins nous pouvons satisfaire nos passions particulières, plus nous nous livrons aux générales (*). Plus les institutions sont austères, plus elles retranchent de nos penchans, et plus elles donnent de force à ceux qu'elles nous laissent. Cette grande et importante vérité servit de fondement aux institutions de Lycurgue, et fit pendant plus de cinq cents ans la gloire et les destins de Lacédémone. Ce n'est qu'au sein des bonnes mœurs que l'ame peut conserver le degré de sensibilité et d'énergie qui fait les vrais patriotes. Les doux penchans de la nature, les affections si puissantes qui unissent les pères et les enfans, les époux, les frères, les parens, les amis, sont autant de liens qui les attachent à la patrie. L'heureuse habitude de payer un tribut de respect, d'amour et de dévouement à ceux à qui nous le devons, nous dispose à tous les efforts, à tous les sacrifices. Il n'est point de vice au contraire qui ne déssèche l'ame, point de passion immodérée qui n'en absorbe les facultés. La

(*) Esprit des Lois, liv. 5, chap. 2.

haine et l'orgueil l'endurcissent, l'avarice l'isole, les voluptés honteuses l'énervent, la paresse l'abat. Le cœur de l'homme vicieux, son temps, ses soins, ses richesses, tout est immolé à sa passion : il ne reste rien pour la patrie. *Il en coûte plus*, dit Francklin, *pour entretenir un vice que pour élever deux enfans.* On pourroit faire le bonheur de vingt familles, on pourroit rendre les services les plus importans à son pays, avec moins d'or qu'il n'en faut pour payer des valets insolens, des chevaux inutiles, ou pour acheter les dédains affectés d'une courtisane.

Je ne rappellerai point ici tous les moyens que peuvent employer les gouvernemens pour conserver ou faire revivre les bonnes mœurs. Chaque maladie morale a son remède. Les moyens particuliers varient à l'infini, et parmi les moyens généraux, les plus efficaces sont sans doute les lois, la religion et l'exemple. Mais il existe dans les monarchies, ou plutôt dans tous les états d'une vaste étendue, deux ennemis aussi dangereux pour les mœurs, que funestes au patriotisme : ce sont l'extrême inégalité des richesses, et le luxe qui en est la suite.

De la disproportion des richesses, nais-

sent l'orgueil, la dureté et la corruption des riches, la jalousie des pauvres, leur découragement, et tous les crimes auxquels la misère les expose. Comment du sein de tant de vices, avec tant de motifs de divisions et d'antipathies, pourroit-on se flatter de faire naître cette bienveillance réciproque qui sert de base au patriotisme? Les grands voient le peuple de trop loin pour s'intéresser fortement à son sort; et comment le peuple avili, dédaigné, conserveroit-il quelque zèle pour la chose publique, dont les avantages s'étendent si rarement jusqu'à lui, et ne servent pour l'ordinaire qu'à ajouter encore à l'élévation et au pouvoir de ses oppresseurs?

Si l'inégalité des fortunes est un mal inévitable, sur-tout dans les grands états, il seroit à souhaiter que ceux qui tiennent les rênes de l'administration veillassent sans cesse pour en réprimer le désordre, pour en diminuer le danger. Un gouvernement sage doit remplir, dans le corps politique, les fonctions du cœur dans le corps humain; il faut qu'il repousse avec force, qu'il fasse refluer jusqu'aux extrémités les plus éloignées de l'état et jusques dans ses moin-

dres fibres, les richesses qui en sont le sang et la vie ; qu'il prévienne les engorgemens ; qu'il se défie de toutes les opérations d'où résulteroient des fortunes trop grandes et trop subites ; qu'il divise ou réforme les places trop lucratives ; qu'il fasse porter principalement aux riches le fardeau des impôts, et réserve avec complaisance les graces, les privilèges, les exemptions pour la classe du peuple la plus indigente. Je souhaiterois encore qu'il s'efforçât d'affoiblir dans l'opinion publique le préjugé pernicieux qui fait estimer les richesses plus qu'elles ne valent, et qu'il se défiât des importunes demandes de ceux qui n'ont déja qu'une trop grande fortune, dont ils abusent. Et qu'est-il besoin que les gens en place soient entourés d'un faste qui n'est propre qu'à attirer les plus vils parasites et les plus lâches flatteurs, ou de ces vaines superfluités, qui ne peuvent que les distraire, les corrompre, leur enlever un temps qui appartient à l'état, et les rendre nuls ou dangereux ?

Mais il ne suffit pas de modérer, autant qu'il est possible, l'extrême inégalité des fortunes : il faut encore s'efforcer de

tourner les richesses vers l'emploi le plus utile à la société.

Il est de l'intérêt de l'état que l'or circule, et que chaque particulier jouisse de ses revenus : mais il est deux manières d'en jouir, et pour ainsi dire deux sortes de luxe, dont les effets sont absolument opposés. Il y a un luxe personnel et destructeur, qui corrompt ceux qui en jouissent, dégrade ceux qui le servent, scandalise et révolte ceux qui en sont les témoins. C'est ce genre de luxe qui couvre nos tables de mille mets contraires à la santé, sacrifie tous les jours le bonheur même à la vanité, dépeuple les campagnes pour multiplier des valets oisifs, fait raser des villages pour étendre un parc ou prolonger des avenues : luxe qui énerve les corps, affoiblit les ames, émousse les sens. Il ne connoît point de bornes, parce que les passions factices et les besoins imaginaires n'en ont jamais. Dès-lors, celui qui s'y livre devient injuste et dur, et il n'est point de bassesses dont il ne soit capable pour ajouter à des richesses qu'il dissipera sans en jouir.

Il s'est trouvé des sophistes assez ennemis des mœurs, pour faire l'apologie ou

même l'éloge de ce fléau, assez inconsidérés pour se laisser éblouir par l'éclat d'un feu qui ne brille que parce qu'il consume ; mais observez ses effets, vous verrez les véritables sources de la reproduction des richesses, languissantes et taries, toutes les conditions confondues s'épuiser et s'appauvrir par une rivalité insensée, des négocians infidèles courir à leur perte par une ambition démesurée, d'autres quitter un commerce utile et honorable pour l'appât momentané d'un agiotage honteux ; partout des hommes corrompus par l'intérêt, ou accablés de dettes ; les grands ruinés, les artistes sans ressources, les familles même divisées, parce que le luxe des femmes contrarie celui des maris, et que celui des enfans ne peut se concilier avec celui des pères.

Je ne parlerai point de l'administration des deniers publics, mais l'on entendra mon silence, et pour appuyer mon opinion, il ne s'est multiplié en ce genre que trop d'exemples effrayans.

Je ne crois pas qu'il soit besoin de dire qu'au milieu de tant de désordres causés par le luxe personnel, il ne sauroit y avoir de

patriotisme ; mais j'opposerai à ce tableau affligeant celui des temps plus heureux, où une auguste simplicité régnoit dans nos mœurs, où du sein de l'abondance les richesses ne circuloient pas moins, mais où elles étoient consacrées à un luxe public et plus honorable, bien différent dans ses effets du luxe personnel dont je viens de montrer les suites funestes. C'est alors qu'on vit des hommes, toujours libres parce qu'ils étoient contens de peu, employer leur fortune au bien de leur ville, des généraux fournir eux-mêmes la paie de leurs soldats, de simples citoyens établir des hôpitaux, fonder des collèges, faire paver la capitale, élever des édifices publics. Combien cette émulation généreuse qui, depuis quelques années, semble renaître parmi nous, ne devoit-elle pas agrandir les ames, disposer les citoyens à s'estimer, à s'aimer, et les attacher à leur patrie ?

Ce n'est donc point par elles-mêmes, mais par l'abus qu'on en fait, que les richesses deviennent funestes aux mœurs, et contribuent à relâcher et à dissoudre les iens du patriotisme. Quand on ne met point de bornes à ses jouissances, on ne sauroit

en

en mettre à sa cupidité. Mais que les souverains et les grands donnent eux-mêmes l'exemple des mœurs simples : bientôt à la place d'un luxe vain et corrupteur, on verra reparoître cette noble et consolante simplicité, qui, faisant rentrer toutes les conditions dans les limites des convenances, fait ressortir avec plus d'éclat les seules différences réelles qu'établissent entre les hommes les talens et les vertus. Dès-lors, les richesses cessant d'être dangereuses, redeviendront un moyen de contribuer au bonheur public, un lien dans l'état, et un instrument du patriotisme.

J'ai déja dit qu'il est de la nature du patriotisme d'être désintéressé. Celui que son propre intérêt occupe et affecte est nécessairement incapable de ce dévouement absolu qu'exige souvent le service de la patrie. J'oserai même le remarquer ici : le détachement des richesses que le législateur des chrétiens recommande si fortement à ses disciples, même au sein de tous les avantages de la fortune, est précisément le caractère, qui élevant l'homme au dessus de tout ce que les richesses offrent de séductions, peut seul former les vrais citoyens.

Ce détachement, ce désintéressement tiennent à la simplicité des mœurs ; ils y disposent et en sont la suite ; et c'est ainsi que, tandis que tous les vices se nuisent et se combattent, les vertus au contraire se lient, s'entr'aident, et que dans leur sein tout est paix et harmonie.

Le bonheur des peuples, la bonté, la simplicité des mœurs, me paroissent donc les vrais moyens de préparer, pour ainsi dire, le sol comme il doit l'être, pour faire germer le patriotisme. Cette simplicité de mœurs exigera des privations, et je le sais : mais, selon le grand principe de Montesquieu, c'est par ces privations même que le patriotisme acquerra plus de force et d'énergie.

O vous qui présidez au sort des nations ! si vous désirez former de vrais citoyens, hâtez-vous de détruire les entraves qui gênent et contrarient leurs intentions, et de réparer les méprises absurdes et barbares du fisc. Avant de penser à encourager le patriotisme, il faut au moins écarter tout ce qui peut lui nuire. Je suis loin de vouloir élever la voix contre les revenus ou les prérogatives des souverains : mais

tout impôt sur l'acte d'une fondation patriotique est mal-adroit et destructeur. Celui qui donneroit la moitié de sa fortune pour un établissement utile, recule souvent à la proposition de la plus légère somme exigée par un traitant. Cependant les intérêts du souverain sont tellement liés à ceux de son peuple, qu'il est impossible que ce qui est avantageux au peuple ne le devienne bientôt au souverain. Si l'on procure des secours aux malades, ils retourneront plus promptement à des travaux qui enrichissent l'état ; si l'on soulage des enfans ou des vieillards, on multiplie ou l'on conserve des consommateurs, qui, envisagés seulement sous ce point de vue, contribuent aux revenus publics. Le souverain recueille toujours une portion de tout ce qu'on fait croître, de tout ce qu'on produit ; il entre en partage de tout ce qu'on gagne ; il reçoit une portion de tout ce qu'on donne. Il n'est point de circulation dans les richesses, dans les denrées ou les objets d'industrie, qui ne fasse à chaque instant refluer sur lui de nouveaux avantages. Tout administrateur qui sépare l'intérêt du prince de celui du peuple,

trompe l'un et opprime l'autre. Ses opérations imprudentes peuvent décourager la générosité, retarder les fondations utiles, les rendre plus rares, et chaque denier qu'elles font rentrer dans les trésors du souverain, lui fait perdre autant de pièces d'or.

Ah ! loin d'affliger la bienfaisance par de semblables entraves, les princes ne devroient-ils pas être de moitié dans les frais de tous les établissemens vraiment utiles à leurs sujets ? L'aisance et la population, qui en sont la suite, ne tarderoient pas à rendre à l'état plus que ces établissemens ne lui auroient coûté.

Les lois ont multiplié les formes et les délais, pour que l'appareil des procédures et la lenteur des jugemens aidassent à distinguer le vrai du faux, et l'innocent du coupable. Tout ce qui tient aux lois doit être respecté : mais ne seroit-il pas possible d'abréger ces délais, lorsqu'il ne s'agit que de donner une sanction légale aux établissemens utiles ? J'ai connu un citoyen généreux, prêt à consacrer une portion de sa fortune à faire le bien de son pays. Il avoit acheté la permission d'être utile, et pour

remplir les dernières formalités, son titre étoit déposé entre les mains d'un de ces hommes chez qui tant de papiers s'égarent, tant d'affaires s'oublient. Le fondateur étoit au déclin de l'âge. Il tomba malade ; peut-être, hélas ! l'inquiétude et le chagrin que lui causoient tant de délais, aigrirent son sang, et abrégèrent ses jours : il mourut, et son projet qui, dans les premières années sur-tout, ne pouvoit être réalisé que par lui, est resté sans exécution.

Il ne suffit pas d'accorder la liberté la plus entière au patriotisme : les souverains lui doivent encore leur protection, et elle n'est que trop souvent nécessaire pour lui aider à surmonter les obstacles qui s'élèvent de toutes parts contre lui. Pour faire du bien aux hommes, il ne suffit pas de le vouloir. Dès qu'on propose une institution utile, toutes les autres institutions s'alarment ; l'amour-propre, la jalousie, l'intérêt s'agitent et se liguent. Il n'est pas jusqu'à l'insouciance même, qui ne se réveille pour empêcher qu'on ne fasse, pour cabaler et pour nuire. La moindre innovation fait ombrage ; on diroit que les fondemens de l'état sont ébranlés, parce qu'on

voudroit offrir une couronne de roses à l'innocence, quelques facilités à l'instruction, des encouragemens à l'agriculture, quelques secours à la mère tendre qui nourrit son enfant de son lait. Oh, qui pourra jamais compter le nombre de ces reptiles mal-faisans, qui au seul bruit d'une institution utile, font entendre leurs sifflemens aigus, rampent et se redressent pour en ronger ou souiller le germe ! On croiroit voir Renaud dans la forêt enchantée, assailli de mille fantômes divers. C'est contre tous ces ennemis du bien public, que le souverain doit sa protection au patriotisme. Il doit le soutenir par ses regards, l'environner de sa puissance, le couvrir de son égide. Un moment suffit quelquefois pour rétablir l'ordre. La vérité et la vertu percent tous les nuages, et ceux que leur lumière blesse rentrent dans les ténèbres ou le néant.

Après avoir ainsi préparé les esprits à recevoir les semences du patriotisme, il est temps de développer les moyens les plus efficaces de le faire naître et de le porter à son comble dans une monarchie.

L'esprit public, l'empressement de s'oc-

cuper des affaires nationales, le desir de s'y dévouer, ne sont point des avantages exclusivement réservés aux républiques. Il dépend du monarque d'en faire jouir une nation en ranimant les ressorts de sa constitution, et loin que cela puisse porter aucune atteinte au pouvoir du prince, rien n'est plus propre à l'affermir et à l'accroître.

On a observé que les états démocratiques tendoient naturellement à l'aristocratie, et que l'aristocratie tendoit à la royauté. Jusqu'à ce que l'autorité du monarque ait assujetti tout ce qui peut lui porter ombrage, elle semble de même tendre au despotisme ; c'est un torrent grossi par la résistance, qui renverse et entraîne ce qui s'oppose à son cours. Mais lorsque le pouvoir suprême ne peut plus être ni partagé ni contesté, lorsque tout est soumis et calme dans l'état, il est possible de parvenir à un tel degré de civilisation et de lumières, qu'il ne reste rien à faire au souverain, que d'admettre ses sujets à la connoissance de ses intentions paternelles, et de se reposer sur eux des détails de l'exécution de ses volontés.

Heureuse France, ô ma patrie ! me serois-je trompé en croyant que ce moment est venu pour toi, et qu'un nouvel ordre de choses unissant pour jamais ton bonheur à la gloire de ton Roi, va offrir à l'Europe le plus beau de tous les spectacles, et le plus grand de tous les exemples ?

Il y a plus de cinquante ans que le célèbre M. d'Argenson avoit desiré et paru prévoir cette révolution vivifiante. Ce sage politique a donné l'idée, et a le premier tracé le plan des administrations provinciales. « L'autorité monarchique et la liberté « du peuple, dit-il, ne sont point ennemies, « et ne doivent ni se combattre ni se dé- « truire..... C'est le système des souverains « de renverser les grandeurs qui sont entre « le trône et le peuple, pour qu'il y ait plus « loin d'eux à leurs premiers sujets.... Mais « l'administration populaire pourroit s'exer- « cer sous l'autorité du souverain sans di- « minuer sa puissance ; elle l'augmenteroit « même en assurant le bonheur des peu- « ples (*). «

(*) Considérations sur le gouvernement de la France, 1784, page 297, 84 et 9.

Plus on médite l'ouvrage de ce ministre philosophe, dont j'aurai plus d'une fois occasion de citer et de rappeler les principes, mieux on sent combien cette administration populaire peut être avantageuse à l'état.

Un des grands inconvéniens, un des défauts de la plupart des monarchies, c'est que le monarque veut tout faire par ses agens directs et royaux, sans prendre garde que c'est à lui à vouloir, à ordonner, et que c'est au peuple à obéir; que dans les détails et les moyens de cette obéissance, il y a souvent un choix à faire qui n'intéresse que le peuple, et ne peut être bien fait que par lui. Il importe donc doublement aux princes, que ce choix soit laissé au peuple, parce que cette liberté le console et le soulage, et qu'elle facilite l'exécution des volontés souveraines.

Lorsque le monarque a réglé, par exemple, la quotité des impôts, il ne sauroit desirer, quant à leur levée et leur répartition, que la célérité des rentrées et l'avantage de ses sujets : or, qui peut remplir ce dernier objet mieux que les sujets eux-mêmes? qui peut mieux, dans une province, connoître tous ses rapports, toutes ses ressources,

qui peut mieux juger d'une foule de circonstances locales, que ses propriétaires et ses habitans?

« Le travail que chacun fait pour sa propre « utilité, paroît toujours moins pénible, « moins considérable, et il est mieux fait. « Les travaux généraux ne s'exécutent que « par des ressorts trop étendus et trop com- « posés pour être parfaits (*). »

Toute la force et l'autorité militaires doivent résider entre les mains du chef de la nation. Il est de la nature de ce pouvoir, de ne connoître, de ne souffrir aucun partage. Il en est de même des affaires du dehors, du droit de faire des traités et des alliances. Plût à Dieu que dans l'administration de la justice, les souverains ne se fussent pas privés, par la vénalité des charges, de l'un des plus beaux droits de leur couronne, celui de faire le choix des magistrats les plus éclairés, les plus intègres, les plus dignes de rendre les oracles de la justice en leur nom!

A l'égard des autres parties de l'administration intérieure, c'est au temps, à l'expé-

(*) Considérations de M. d'Argeuson, page 255.

rience et à la sagesse des souverains, à déterminer qu'elles sont celles dont il convient que les détails soient confiés au peuple : mais n'est-ce pas faire le plus grand éloge et présenter la plus noble image de la dignité royale, que de dire, avec M. d'Argenson, que « les souverains doivent tirer leur « première règle de conduite de celle de Dieu « même ? Dieu gouverne, Dieu concourt, » mais il laisse agir librement les causes « secondes..... En plusieurs choses il sou- « tient, il protège ; en d'autres, il encourage « par divers moyens ; souvent il ne se ré- « serve qu'une secrète inspection, et voit « opérer plutôt qu'il n'opère. Tout l'art du « gouvernement ne consista jamais qu'en « cette parfaite imitation de Dieu (*). »

Le grand secret de l'éducation des enfans est de diriger, de régler, mais de laisser agir la nature sans l'étouffer jamais. Il est de même une mesure de liberté que les lois et les gouvernemens *doivent laisser à ceux qui leur sont soumis, pour qu'ils conservent tout l'essor naturel qui conduit aux grandes choses* (**).

(*) Considérations déja citées, page 25.
(**) Page 24.

Sans cette mesure de liberté, il ne sauroit y avoir de patriotisme ; l'histoire nous en offre la preuve. Presque toutes les nations anciennes furent divisées en deux classes, les hommes libres, et les esclaves : jamais ceux-ci ne connurent de patrie, et en général, il n'en existe point pour les êtres courbés et avilis par l'oppression.

Ce degré de liberté, joint à l'avantage de travailler et de concourir au bien de la patrie, est la plus grande marque de confiance, le plus grand bienfait qu'un souverain puisse accorder à ses sujets ; c'est l'encouragement le plus efficace qu'il puisse donner au patriotisme, et la France va le devoir à l'établissement des administrations provinciales. Mais qu'on ne croie pas qu'il puisse sous aucun point de vue porter atteinte à l'autorité souveraine ; au contraire : le monarque est fort, il est puissant de toute la force et de toute la puissance de sa nation. Jamais le peuple n'est mieux soumis que lorsqu'il jouit d'une juste liberté, réglée et protégée par son souverain : il n'est à craindre que lorsqu'il est opprimé.

Déja notre jeune monarque avoit paru

nous préparer à seconder ses vues pour le bien de la patrie. Dans les préambules de ses édits, monumens précieux de sa sagesse et de sa bonté, il a daigné, depuis qu'il est monté sur le trône, développer ses intentions paternelles, et instruire son peuple des motifs qui le dirigeoient. On a eu raison de l'observer : ce moyen est très-propre à faire naître un esprit public, et à ranimer le patriotisme.

J'ai remarqué que dans les républiques le droit qu'avoit le peuple de nommer à certaines places, étoit un grand motif d'émulation entre les citoyens. Les nouvelles administrations procureront sans doute les mêmes avantages à la France. Des places, d'autant plus honorables qu'elles seront sans revenus, deviendront le prix des vertus et des talens, le gage de l'estime et de la confiance publiques. Les hommes attachés à leur patrie trouveront dans les moindres districts l'occasion d'exercer et de satisfaire leur zèle : si la vanité ambitionne un pouvoir étendu, le desir de faire le bien se circonscrit volontiers entre des bornes étroites, parce qu'il n'en est que plus sûr d'atteindre à son but.

On a dit souvent que les gouvernemens ne savoient que punir le vice, et ne s'occupoient point assez du soin de récompenser la vertu. Des couronnes de chêne à Rome, une rose à Salency, ont rempli cet objet avec tant de succès! Ne pourroit-on pas, dans toutes les villes, employer de pareils encouragemens pour honorer au nom de la patrie les citoyens qui en ont bien mérité? Une lettre ou une députation des officiers municipaux, un registre public où l'on consigneroit les traits distingués de bienfaisance ou de courage, des places honorables aux cérémonies publiques, des épées d'honneur décernées aux plus braves guerriers, une plume d'or offerte à l'écrivain vertueux, des brevets, des médailles, d'autres monumens semblables de l'estime ou de la reconnoissance publiques, ou même, dans des cas infiniment rares, des bustes et des statues porteroient le patriotisme au degré d'énergie le plus éminent. Le prince et ses ministres, presque toujours étourdis par des sollicitations importunes, et si souvent trompés dans leur choix, seroient alors éclairés et guidés par l'estime générale, qui ne se trompe jamais; ils sau-

roient enfin où trouver des hommes désintéressés, des magistrats intègres et des sujets fidèles.

L'appareil avec lequel ces marques d'honneur seroient décernées ou présentées, le concours de tout un peuple, les larmes d'attendrissement, les acclamations, les transports laisseroient dans toutes les ames des impressions ineffaçables. Au milieu de cette ivresse générale, les jeunes gens sur-tout, émus et enchantés, feroient cent fois le serment de n'exister que pour la patrie, et de tout sacrifier au desir de mériter de tels honneurs.

On peut aisément juger du soin qu'on prendroit pour se plaire mutuellement, de l'attention à veiller sur ses démarches, et de tous les rapports d'estime, de respect ou de reconnoissance que ces institutions établiroient entre les citoyens ; mais je desirerois qu'on ne pût recevoir ces marques d'honneur que dans la ville où l'on seroit né : l'espérance de les obtenir, la satisfaction d'en jouir sous les yeux de ses concitoyens, après les avoir obtenues, inspireroient cet esprit de stabilité si rare dans les monarchies, et que je regarde comme

l'un des meilleurs moyens de faire revivre l'amour de la patrie.

L'un des inconvéniens attachés aux monarchies, celui de tous peut-être, qui sans tenir nécessairement à l'étendue de pouvoir du souverain, contribue le plus à éteindre tout esprit de patriotisme, c'est cette affluence désordonnée qui entraîne tous les habitans dans la capitale. Les grands y fixent leur séjour pour s'approcher du prince ; l'espoir de s'enrichir y attire sur leurs pas tous les gens avides : ce n'est que dans ce centre et ce foyer d'agitations et d'intrigues, que l'artiste trouve à s'occuper et qu'il parvient à être connu, que l'homme de lettres peut se flatter de se faire entendre de la nation et de travailler pour la postérité. Toutes les occasions, tous les secours, toutes les espérances, les chefs-d'œuvres des arts, les facilités pour l'instruction, les conseils éclairés, les grands modèles, les motifs d'émulation, les apparences de succès, tout semble réservé pour la capitale, et ce vampire monstrueux dessèche et dévore tout le reste de l'état.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que ce sont toujours les citoyens les plus distingués par

par leurs talens, leur crédit ou leur opulence, qui s'empressent de se rendre à la capitale, pour y chercher la gloire, la fortune ou le plaisir, ensorte que les provinces sont à proportion encore plus appauvries que dépeuplées par ces émigrations continuelles.

Bientôt il n'existe de patrie nulle part : la capitale est trop vaste, elle est composée de trop d'étrangers, de gens qui se connoissent trop peu, pour mériter le nom de patrie, et en inspirer les sentimens. Dans les provinces presque désertes, ceux qu'on voit encore, incertains s'ils y resteront, sont plutôt comme des passagers ou des voyageurs, que comme des patriotes ; les philosophes et les vrais citoyens même, gémissant de ce désordre, et partagés long-temps entre le chagrin de s'éloigner de leurs pénates et le desir d'entrer dans la seule carrière où ils puissent être utiles, sont forcés, quoiqu'à regret, de suivre la foule, et de quitter leur patrie pour la servir et pour l'illustrer.

Le célèbre Pope avoit raison de dire que *ce peuple immense qui accourt à la capitale, est comme l'affluence des esprits animaux au*

cœur ; c'est une marque que le corps est en danger, et que la constitution est menacée. Mais quelle digue opposer à ce torrent ? Souverains, commencez par éloigner de votre cour une partie des grands de votre état, que les titres même et les fonctions de leurs charges appellent dans les provinces ; qu'ils y redeviennent des hommes, en apprenant à remplir leurs devoirs, et à porter la vie et le bonheur dans les portions de l'empire confiées à leurs soins. Il fut un temps où une politique nécessaire inspira l'idée de les attirer à votre cour, mais ce temps n'est plus, et il ne peut revenir. Ce qui fut une sage précaution et un remède utile contre la fougue de l'adolescence, est un poison aujourd'hui dans la maturité ou le déclin de l'âge. Il n'est plus à craindre que les grands deviennent trop puissans dans leurs châteaux, trop considérés loin de la cour, et il est pernicieux qu'ils restent décriés et avilis dans les fanges de la capitale. De sages ministres vous diront que le souverain d'un royaume heureux et florissant dans toutes ses parties, est plus puissant et plus sûr de son autorité, que celui dont la capitale a dévoré toute la

substance de l'état. Pour commander au corps politique, il faut qu'il soit souple, mais vigoureux et sensible : on ne fait rien d'un corps énervé. Un bon père de famille ne se contente pas d'avoir près de sa maison un jardin chargé de fleurs ; toutes ses terres attirent ses regards, et sont également cultivées.

Voulez-vous achever dans vos provinces la révolution que la présence et le séjour des grands y aura préparée : faites sur toutes les parties de votre empire une répartition plus égale de vos bienfaits. Par-tout on est occupé de vous servir ; vous levez des impôts par-tout : ne vous contentez donc pas de répandre les graces autour de vous. Soyez les pères de tout votre peuple ; que le mérite, les talens et la vertu attirent par-tout vos regards. La vertu sur-tout, est une de ces plantes précieuses, qu'on ne peut arracher de son sol natal sans danger, et qu'un autre ciel voit dégénérer ou périr ; il ne lui faut que de l'ombre et un air pur : ne souffrez pas que son humble séjour devienne un désert, et qu'en arrachant les plantes qui l'entourent, on flétrisse ses racines, et qu'on rende ses fruits inutiles.

Un artisan demandoit un jour à un souverain cher à son peuple, une grace pour un de ses enfans qui venoit de naître : *Mais*, lui dit le souverain, *que feras-tu de ton fils ? je t'accorderai ce que tu me demandes, à condition qu'il restera dans son état, et sera un bon artisan comme toi.* Ce mot d'un grand sens devroit montrer à ceux qui gouvernent, combien il est important de réprimer l'esprit d'inconstance et d'ambition si commun dans les monarchies, et qui engage tous les habitans, par les mêmes motifs, à changer de condition, et à quitter leur pays. On ne sauroit trop multiplier les liens qui peuvent fixer les citoyens dans les lieux où ils sont nés. Pour cela il seroit nécessaire que la politique du gouvernement fît une répartition plus égale, non-seulement des récompenses, mais des ressources, des établissemens, des monumens des arts, des savans, des artistes même et de tous ces hommes qui, par leurs talens et leur génie, sont la plus noble production de la nature, qui font aimer le lieu qu'ils habitent, et électrisent l'air qu'ils respirent.

Je ne demanderai point pour les provinces cette multiplicité de spectacles et de

prétendus plaisirs qui ne servent qu'à corrompre ; mais je voudrois qu'il y eût des fêtes patriotiques particulières à chaque ville ; qu'on célébrât par des luttes, des courses, des exercices publics, des danses nationales, et des spectacles propres à élever l'ame, les fêtes d'Eustache de Saint-Pierre à Calais, de Montesquieu à Bordeaux, de Constance de Cezely à Leucate, de Jeanne Hachette à Beauvais, de Descartes à la Haie (*), de Corneille à Rouen, de Fénélon à Cambrai.

Je desirerois sur-tout que le souverain, parcourant lui-même ses états, daignât quelquefois présider à ces fêtes. Non-seulement sa présence porteroit par-tout la joie et le bonheur, l'idée de sa venue seroit d'avance un bienfait ; elle réprimeroit les crimes, préviendroit les abus d'autorité, et maintiendroit par-tout l'ordre et la justice.

C'est ainsi que Louis, s'arrachant à la cour de Versailles, a voulu applaudir lui-même à Cherbourg, aux efforts du talent et du génie pour la sureté de son empire ; il a pris possession des mers ; il s'est em-

(*) En Touraine.

pressé de voir les braves guerriers qui, pour le servir, exposent doublement leurs vies sur cet élément. Les actes les plus touchans d'humanité et de bienfaisance ont signalé son passage. A des acclamations mille fois répétées, il a répondu à son tour : VIVE, VIVE MON PEUPLE ! et des larmes ont coulé de tous les yeux. Père adoré de la patrie, ah ! puissiez-vous porter ainsi vos pas dans tous les lieux où les cœurs de vos sujets vous desirent et vous appellent ! puissiez-vous vivifier toutes les parties de votre empire par vos regards, et jouir de l'ivresse délicieuse que votre vue causeroit à vos enfans !

Si l'on veut maintenant réunir sous un seul point de vue les divers moyens que j'ai proposés pour faire revivre et fleurir le patriotisme, on reconnoîtra que le bonheur des peuples, la bonté, la simplicité des mœurs, y disposent ; qu'on pourroit le favoriser par la suppression de quelques entraves, et en lui accordant une protection plus déclarée contre les ennemis du bien général : mais qu'on ne peut mieux l'animer et l'encourager, qu'en liant tous les citoyens à la chose publique, par la connoissance

des intentions du souverain, et la part que les représentans de chaque lieu peuvent avoir à son administration et sa police intérieures. Cette forme d'administration augmentera l'influence de l'estime générale, l'un des plus puissans ressorts du patriotisme, et l'esprit de stabilité sans lequel ses liens ne sont que trop sujets à se relâcher. Une répartition plus égale, entre la capitale et les provinces, des graces et de tout ce qui peut faire aimer un séjour, des récompenses accordées aux vertus patriotiques, des fêtes nationales rendues quelquefois plus solemnelles par la présence du souverain, achèveroient de donner au patriotisme le plus haut degré d'énergie. Je crois avoir prouvé que loin de porter aucune atteinte au pouvoir du monarque, ces moyens ne pourroient que l'affermir.

J'ignore si j'ai réussi, comme je l'aurois desiré, à résoudre d'une manière qui puisse répondre aux vues de l'académie, la question importante qu'elle avoit proposée. Ce que je sais, c'est que le même sentiment qui m'a fait prendre la plume, me fait attendre avec impatience, et me fera lire avec la satisfaction la plus vive, les ouvrages dans

384

lesquels ce sujet aura été mieux traité que dans ce discours, et qu'en voyant décerner la couronne à celui qui l'aura mieux méritée, je me consolerai, ou plutôt je me féliciterai, comme le Lacédémonien Pédarette, de ce que ma patrie aura trouvé de meilleurs citoyens que moi.

Montrez-moi mon vainqueur, et je cours l'embrasser.
DE CHAMFORT.

FIN.